



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.071/2
du 21 octobre 2020

advies 68.071/2
van 21 oktober 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
16 juin 2016 portant création
de la communication
électronique conformément à
l'article 32^{ter} du Code
judiciaire'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
16 juni 2016 houdende de
elektronische communicatie
overeenkomstig artikel 32^{ter}
van het Gerechtelijk Wetboek'

Le 22 septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Régie des Bâtiments, et Ministre des Affaires européennes à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 octobre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 octobre 2020.

*

Op 22 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en minister van Justitie, belast met de Regie van Gebouwen, en minister van Europese Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 oktober 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 oktober 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. Le projet d'arrêté royal, conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire, tend essentiellement, au vu de la note au Conseil des Ministres, à pérenniser la mesure prise dans le cadre de la lutte contre le coronavirus permettant le dépôt de « tout acte introductif d'instance ou de recours et toute requête ou demande quelconque adressée au juge, et leurs annexes » dans *e-Deposit*.

Cette mesure fait l'objet de l'article 4 de la loi du 20 mai 2020 'portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19', qui, tel que modifié par l'arrêté royal du 13 septembre 2020 'modifiant l'article 4, alinéa 3, de la loi du 20 mai 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19', dispose comme suit :

« Sans préjudice des autres modalités prévues par le Code judiciaire, tout acte introductif d'instance ou de recours et toute requête ou demande quelconque adressée au juge, et leurs annexes, peuvent être déposés au greffe d'une juridiction :

1^o par e-mail, lorsqu'ils émanent d'un huissier de justice ou d'un avocat ;

2^o via le système e-Deposit visé à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32^{ter} du Code judiciaire.

L'alinéa 1^{er}, 1^o, s'applique jusqu'au deuxième jour suivant la publication de la présente loi.

L'alinéa 1^{er}, 2^o, s'applique jusqu'au 31 décembre 2020.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, adapter la date visée à l'alinéa 3 afin de tenir compte de la durée des mesures adoptées en vue de lutter contre la pandémie COVID-19 ».

Avant sa modification par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 septembre 2020, entré en vigueur le 18 septembre 2020¹, l'article 4, alinéa 3, de la loi du 20 mai 2020 était rédigé comme suit :

« L'alinéa 1^{er}, 2^o, s'applique jusqu'au 1^{er} octobre 2020 ».

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 13 septembre 2020 a remplacé les mots « 1^{er} octobre 2020 » par « 31 décembre 2020 » dans l'article 4, alinéa 3, de la loi du 20 mai 2020.

¹ Article 2 de l'arrêté royal du 13 septembre 2020.

L'article 5 du projet examiné abroge l'arrêté royal du 13 septembre 2020, si bien que l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 20 mai 2020, à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, ne s'appliquerait plus que jusqu'au 1^{er} octobre 2020.

À la place de cette disposition législative, le projet examiné étend le champ d'application des articles 1^{er}, 2^o, et 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 16 juin 2016 en manière telle que ces dispositions se liraient désormais comme suit (les italiques correspondent aux mots insérés au sein de ces dispositions) :

– Article 1^{er}, 2^o :

« Pour les communications par voie électronique citées ci-après, sont désignés les systèmes informatiques de la Justice suivants, visés à l'article 32^{ter}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire :

[...]

2^o le système e-Deposit, tel que décrit aux articles 6 à 9, pour le dépôt de *tout acte introductif d'instance ou de recours et de toute requête ou demande quelconque adressée au juge, et de leurs annexes[,] conclusions, mémoires et pièces* et les lettres d'accompagnement des conclusions, des mémoires et des pièces au sens des articles 736 et suivants du Code judiciaire, en matière civile et pénale ».

– Article 6, alinéa 1^{er} : « *Tout acte introductif d'instance ou de recours et toute requête ou demande quelconque adressée au juge, et leurs annexes[,] [d]es conclusions, des mémoires et des pièces et les lettres d'accompagnement des conclusions, des mémoires et des pièces peuvent être versés, en matière civile et pénale, en les chargeant via le système e-Deposit sécurisé mis à disposition par le Service public fédéral Justice* » (en outre, les mots « *à une affaire existante* » sont supprimés entre les mots « versés » et « , en matière civile et pénale »).

Aux termes de l'article 6 du projet,

« [l]e présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* ».

Il résulte de ce qui précède qu'entre le 1^{er} octobre 2020 et la date d'entrée en vigueur du projet d'arrêté royal à l'examen, l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 20 mai 2020 n'aurait pu et ne pourrait s'appliquer.

2. Dans sa lettre de saisine du Conseil d'État, datée du 22 septembre 2020, le précédent ministre de la Justice a désigné deux délégués pour répondre aux éventuelles questions de la section de législation du Conseil d'État au sujet du projet.

Ces délégués ont fait savoir à l'auditeur-rapporteur qu'ils ne travaillaient plus à la cellule stratégique du ministre de la Justice, si bien qu'ils ne pouvaient répondre à ces questions.

Par ailleurs, à la date à laquelle le présent avis est donné, le site internet du nouveau Ministre de la Justice, nommé par le Roi le 1^{er} octobre 2020², n'est pas encore fonctionnel, si bien qu'il n'a pas été possible d'entrer en dialogue avec la personne qui, au sein de

² Arrêté royal du 1^{er} octobre 2020, « Gouvernement – Nomination », *M.B.*, 2 octobre 2020, 2^e éd., p. 69461.

la cellule stratégique du nouveau Ministre, serait susceptible d'éclairer la section de législation au sujet du texte en projet.

L'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' dispose que

« [l]a demande d'avis [introduite devant le Conseil d'État notamment par un ministre] mentionne le nom du délégué ou du fonctionnaire que le ministre désigne afin de donner à la section de législation les explications utiles ».

Il résulte également de l'article 82, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' que la section de législation

« [...] peut, pendant toute la procédure, poser des questions ou entendre soit le fonctionnaire délégué ou le représentant du ministre, soit le délégué du président de l'assemblée concernée s'il s'agit d'une proposition de loi, de décret ou d'ordonnance, désigné par le ministre ou le président de l'assemblée dans la demande d'avis ».

L'effectivité de la possibilité pour la section de législation de nouer un dialogue avec le délégué ou le représentant du ministre qui l'a saisie est une condition ainsi mise par la loi à la régularité de la procédure devant elle. Dans certains cas, comme en l'espèce, il est en effet impossible à la section de législation de donner un avis utile en pleine connaissance de cause sans ce dialogue.

Ainsi que le précise le *Vademecum sur la procédure d'avis devant la section de législation*,

« l'indisponibilité [des délégués] peu[t] donner lieu à l'irrecevabilité de la demande d'avis »³.

3. Or le projet soulève d'importantes questions auxquelles il n'est pas possible de répondre sans les éclaircissements apportés par le délégué du Ministre.

4. Tout d'abord, selon la note au Conseil des Ministres,

« Auparavant, le dépôt par e-Deposit n'était possible d'un point de vue juridique que pour les affaires déjà en cours – reflet de l'état technique des affaires. La limitation technique a été supprimée de manière *ad hoc* au début de la pandémie de COVID-19, ce qui a donné lieu à la mesure temporaire.

D'autres adaptations à la plateforme e-Deposit par le service d'encadrement ICT du SPF Justice permettront de remplacer la méthode de travail *ad hoc* requérant un travail intensif par un traitement efficace des actes introductions d'instance par e-Deposit.

Puisque cela a mis un terme aux obstacles techniques qui étaient à l'origine de la limitation juridique initiale, la mesure temporaire peut être convertie en mesure définitive ».

³ *Vademecum sur la procédure d'avis devant la section de législation*, I, E, 2, b), p. 18, <http://www.raadvst-consetat.be/?action=doc&doc=1010>.

Il conviendrait toutefois de démontrer que les objections émises dans l'avis n° 58.860/2 du 17 février 2016 sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 juin 2016 (« le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'État semble prématuré dès lors qu'il nécessite au préalable, pour la mise en œuvre effective des procédures qu'il instaure, la création d'un 'dossier judiciaire électronique' »)⁴ et dans l'avis n° 67.300/2-3 du 4 mai 2020 sur la proposition devenue la loi du 20 mai 2020 (« Le risque que contient cette extension est un recours excessif à ce procédé informatique ou un recours inapproprié, pouvant dans les deux cas, conduire à des perturbations techniques du système informatique de la Justice. Le risque est d'autant plus grand qu'en l'état actuel des choses, le système informatique de la Justice ne semble pas totalement fiable »)⁵, ont été effectivement levées.

5. Ensuite, il faudrait indiquer ce qu'il advient des dossiers introduits entre le 1^{er} octobre 2020, date de cessation de l'applicabilité de l'article 4, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 20 mai 2020, et la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Il est renvoyé sur ce point à l'observation n° 1.

6. Par ailleurs, le projet a été soumis à l'Autorité de protection des données mais l'avis de celle-ci ne figure pas au dossier communiqué à la section de législation du Conseil d'État.

Il est rappelé à cet égard qu'afin d'éviter que celle-ci donne un avis sur un texte qui n'est pas définitif, il est recommandé de ne lui soumettre un projet d'arrêté qu'à l'issue des différentes étapes de sa préparation administrative, s'agissant spécialement de l'avis de l'Autorité de protection des données⁶.

7. Enfin, l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 14 septembre 2020 sur le projet d'arrêté royal examiné met en doute la légalité de l'extension, réalisée par celui-ci, du champ d'application de l'article 32ter du Code judiciaire aux échanges de données émanant de la Fédération royale du Notariat belge et de l'Agence indépendante interne sans personnalité juridique Vlaamse belastingdienst (VLABEL) au motif que cette extension échapperait aux prévisions de l'article 32ter du Code judiciaire, qui, selon lui, nécessite « un lien spécifique avec la Justice », lequel paraît absent en l'espèce.

Des éclaircissements sont nécessaires sur ce point pour permettre à la section de législation d'examiner en parfaite connaissance de cause la régularité du projet.

De ce dernier point de vue et à supposer admissible l'extension de la communication électronique visée à l'article 32ter du Code judiciaire à VLABEL, se pose aussi

⁴ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58860.pdf>.

⁵ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67300.pdf>.

⁶ Avis n° 58.729/AG donné le 26 janvier 2016 sur un avant-projet devenu la loi du 27 avril 2016 'relative à des mesures complémentaires en matière de lutte contre le terrorisme', observation préalable n° 1, *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 54-1727/1, pp. 89 à 135, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58729.pdf> ; avis n° 67.849/2/V donné le 2 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO', observation préalable n° 1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67849.pdf>.

la question de savoir, puisqu'il s'agit d'un organisme de droit régional chargé de missions purement régionales, pourquoi une telle extension n'est pas prévue pour les organes des autres régions qui assurent également le service des impôts régionaux.

À cet égard également, des éclaircissements sont nécessaires pour apprécier la pertinence et l'admissibilité juridique des choix retenus par le projet.

8. Pour toutes ces raisons, la section de législation est dans l'incapacité de donner un avis sur le projet d'arrêté royal et la demande d'avis est irrecevable.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Volgens de nota aan de Ministerraad strekt het ontwerp van koninklijk besluit er overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek voornamelijk tot het bestendigen van de maatregel die in het kader van de strijd tegen het coronavirus genomen is en waarbij het mogelijk gemaakt wordt om “elke akte van rechtsingang of van voorziening en elk verzoekschrift of verzoek aan de rechter, en de bijlagen daarvan” in *e-Deposit* neer te leggen.

Die maatregel is vervat in artikel 4 van de wet van 20 mei 2020 ‘houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’, dat, zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 13 september 2020 ‘tot wijziging van artikel 4, derde lid van de wet van 20 mei 2020 houdende diverse bepalingen inzake justitie in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19’, als volgt luidt:

“Onverminderd de andere nadere regels waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet, kunnen elke akte van rechtsingang of van voorziening en elk verzoekschrift of verzoek aan de rechter, en de bijlagen daarvan, bij de griffie van een gerecht worden neergelegd:

1° per e-mail, wanneer ze afkomstig zijn van een gerechtsdeurwaarder of een advocaat;

2° door het e-Depositsysteem bedoeld in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 16 juni 2016 houdende de elektronische communicatie overeenkomstig artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek.

Het eerste lid, 1°, is van toepassing tot de tweede dag volgend op de bekendmaking van deze wet.

Het eerste lid, 2°, is van toepassing tot 31 december 2020.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de datum bedoeld in het derde lid, aanpassen teneinde rekening te houden met de duurtijd van de maatregelen genomen met het oog op de strijd tegen de COVID-19-pandemie.”

Vóór de wijziging ervan bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 september 2020, dat op 18 september 2020 in werking getreden is,¹ luidde artikel 4, derde lid, van de wet van 20 mei 2020 als volgt:

“Het eerste lid, 2°, is van toepassing tot 1 oktober 2020.”

¹ Artikel 2 van het koninklijk besluit van 13 september 2020.

Bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 september 2020 zijn de woorden “1 oktober 2020” in artikel 4, derde lid, van de wet van 20 mei 2020 vervangen door de woorden “31 december 2020”.

Bij artikel 5 van voorliggend ontwerp wordt het koninklijk besluit van 13 september 2020 opgeheven zodat artikel 4, eerste lid, 2°, van de wet van 20 mei 2020 bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit slechts tot 1 oktober 2020 van toepassing zou zijn.

Ter vervanging van die wetsbepaling wordt het toepassingsgebied van de artikelen 1, 2°, en 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 16 juni 2016 bij voorliggend ontwerp aldus uitgebreid dat die bepalingen voortaan als volgt zouden luiden (de cursiveringen stemmen overeen met de in die bepalingen ingevoegde woorden):

– Artikel 1, 2°:

“Voor de hierna vermelde communicatie op elektronische wijze worden de volgende informaticasystemen van Justitie, bedoeld in artikel 32*ter*, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek aangewezen:

(...)

2° voor de neerlegging van *elke akte van rechtsingang of van voorziening en elk verzoekschrift of verzoek aan de rechter, en de bijlagen daarvan[,]* conclusies, memories en stukken, alsmede de begeleidende brieven bij de conclusies, memories en stukken in de zin van artikel 736 en volgende Gerechtelijk Wetboek, in burgerlijke en strafzaken, het e-Deposit systeem, zoals beschreven in de artikelen 6 tot 9.”

– Artikel 6, eerste lid: “*Elke akte van rechtsingang of van voorziening en elk verzoekschrift of verzoek aan de rechter, en de bijlagen daarvan[,]* [c]onclusies, memories en stukken[,] alsmede de begeleidende brieven bij de conclusies, memories en stukken, kunnen, in burgerlijke en in strafzaken, worden neergelegd door deze op te laden via het beveiligde e-Deposit systeem, dat door de Federale Overheidsdienst Justitie ter beschikking wordt gesteld” (bovendien worden de woorden “*in een bestaande zaak*” weggelaten tussen het woord “kunnen” en de woorden “, in burgerlijke en in strafzaken,”).

Artikel 6 van het ontwerp luidt als volgt:

“Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.”

Uit het voorgaande volgt dat artikel 4, eerste lid, 2°, van de wet van 20 mei 2020 tussen 1 oktober 2020 en de datum van inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit niet van toepassing had kunnen zijn en evenmin van toepassing zou kunnen zijn.

2. In de brief van 22 september 2020 waarmee de vorige minister van Justitie de Raad van State om advies verzoekt, heeft hij twee gemachtigden aangewezen om te antwoorden op eventuele vragen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State over het ontwerp.

Die gemachtigden hebben aan de auditeur-rapporteur laten weten dat ze intussen niet meer bij de beleidscel van de minister van Justitie werken zodat ze niet kunnen antwoorden op die vragen.

Op de datum waarop dit advies gegeven wordt, is de internetsite van de nieuwe minister van Justitie die op 1 oktober 2020 door de Koning benoemd is,² daarenboven nog niet operationeel zodat het niet mogelijk was om in gesprek te gaan met de persoon die binnen de beleidscel van de nieuwe minister aan de afdeling Wetgeving toelichtingen zou kunnen verstrekken over de ontworpen tekst.

Artikel 3, § 1, eerste lid, tweede zin, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ luidt als volgt:

“De adviesaanvraag [die namelijk door een minister bij de Raad van State ingediend wordt] vermeldt de naam van de gemachtigde of van de ambtenaar die de minister aanwijst om de afdeling wetgeving de dienstige toelichtingen te verstrekken.”

Uit artikel 82, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ blijkt tevens dat de afdeling Wetgeving

“(…), gedurende gans de procedure, vragen [kan] stellen [aan] of [een hoorgesprek kan voeren met] hetzij de gemachtigde ambtenaar of de vertegenwoordiger van de minister, of indien het gaat om een voorstel van wet, decreet of ordonnantie, de gemachtigde van de voorzitter van de betrokken vergadering die, in de vraag om advies, aangeduid werd door de minister of de voorzitter van de vergadering”.

Dat het voor de afdeling Wetgeving daadwerkelijk mogelijk moet zijn een gesprek aan te knopen met de gemachtigde of de vertegenwoordiger van de minister die haar om advies verzocht heeft, is aldus een wettelijke voorwaarde waaraan voldaan moet zijn opdat de voor haar gevoerde procedure als regelmatig bestempeld kan worden. In bepaalde gevallen, zoals *in casu*, is het voor de afdeling Wetgeving immers onmogelijk om zonder een dergelijk gesprek met volledige kennis van zaken een nuttig advies uit te brengen.

Zoals er in *het Vademecum adviesprocedure voor de afdeling Wetgeving* op gewezen wordt,

“[kan] de onbeschikbaarheid van [de gemachtigden] (...) leiden tot de onontvankelijkheid van de adviesaanvraag”.³

3. Het ontwerp doet echter belangrijke vragen rijzen die niet beantwoord kunnen worden zolang er daarover door de gemachtigde van de minister geen toelichtingen verstrekt zijn.

4. Ten eerste staat in de nota aan de Ministerraad het volgende te lezen:

“Voorheen was neerlegging via e-Deposit juridisch gezien slechts mogelijk in reeds bestaande zaken - een reflectie van de technische stand van zaken. De technische

² Koninklijk besluit van 1 oktober 2020, “Regering – Benoeming”, BS 2 oktober 2020, Ed. 2, 69461.

³ *Vademecum adviesprocedure voor de afdeling Wetgeving*, I, E, 2, b), 18, http://www.raadvst-consetat.be/?page=proc_consult&lang=nl.

beperking werd bij de aanvang van de COVID-19 pandemie op *ad hoc* wijze weggewerkt, hetgeen aanleiding heeft gegeven tot de tijdelijke maatregel.

Verdere aanpassingen aan het e-Deposit platform door de Stafdienst ICT van de FOD Justitie leiden ertoe dat de arbeidsintensieve, *ad hoc* werkwijze zal kunnen worden vervangen door een robuuste behandeling van verzoekschriften en/of gedinginleidende akten door e-Deposit.

Aangezien de technische belemmeringen die aanleiding hebben gegeven tot de oorspronkelijke juridische beperking daardoor volledig wegvallen, kan de tijdelijke maatregel worden omgezet naar een definitieve.”

Er zou evenwel aangetoond moeten worden dat daadwerkelijk tegemoetgekomen is aan de bezwaren die gemaakt zijn in advies 58.860/2 van 17 februari 2016 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 juni 2016 (“het ontwerpbesluit dat om advies aan de Raad van State is voorgelegd, [lijkt] te vroeg te komen, aangezien het vereist dat eerst een ‘elektronisch gerechtelijk dossier’ in het leven wordt geroepen vooraleer de procedures die bij het ontwerp worden ingesteld, daadwerkelijk ten uitvoer kunnen worden gelegd”)⁴ en in advies 67.300/2-3 van 4 mei 2020 over het voorstel dat geleid heeft tot de wet van 20 mei 2020 (“Die uitbreiding houdt het risico in dat een buitensporig dan wel oneigenlijk beroep gedaan wordt op die elektronische procedure, wat in beide gevallen kan leiden tot technische verstoringen van het informaticasysteem van Justitie. Het risico is des te groter daar bij de huidige stand van zaken het informaticasysteem van justitie niet volledig betrouwbaar lijkt”).⁵

5. Ten tweede zou aangegeven moeten worden wat er gebeurt met de dossiers ingediend tussen 1 oktober 2020, de datum waarop artikel 4, eerste lid, 2°, van de wet van 20 mei 2020 buiten werking treedt, en de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit. In dat verband wordt verwezen naar opmerking 1.

6. Daarenboven is het ontwerp voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit, maar bevindt haar advies zich niet in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State bezorgd is.

In dat verband wordt erop gewezen dat het aanbeveling verdient een ontwerpbesluit pas om advies aan de afdeling Wetgeving voor te leggen nadat het alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding doorlopen heeft, meer in het bijzonder wat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit betreft, om te vermijden dat de afdeling Wetgeving advies zou uitbrengen over een tekst die niet definitief is.⁶

⁴ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58860.pdf>.

⁵ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67300.pdf>.

⁶ Advies 58.729/AV, dat op 26 januari 2016 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 27 april 2016 ‘inzake aanvullende maatregelen ter bestrijding van terrorisme’, voorafgaande opmerking 1, *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 54-1727/1, 89-135, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58729.pdf>; advies 67.849/2/V, dat op 2 september 2020 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, voorafgaande opmerking 1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67849.pdf>.

7. Ten slotte wordt in het advies d.d. 14 september 2020 van de inspecteur van Financiën over voorliggend ontwerp van koninklijk besluit de wettigheid in twijfel getrokken van de in het ontwerp voorziene uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek tot de uitwisseling van gegevens afkomstig van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat en van het intern verzelfstandigd agentschap zonder rechtspersoonlijkheid Vlaamse belastingdienst (VLABEL) omdat die uitbreiding buiten het bepaalde in artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek zou vallen, waarvoor er volgens die inspecteur van Financiën een specifieke link met Justitie vereist is die er *in casu* niet lijkt te zijn.

Op dat punt moeten toelichtingen verstrekt worden om het voor de afdeling Wetgeving mogelijk te maken met volledige kennis van zaken te onderzoeken of het ontwerp regelmatig is.

Uit dat laatste oogpunt en in de veronderstelling dat de uitbreiding van de elektronische communicatie bedoeld in artikel 32^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek tot VLABEL aanvaard kan worden, rijst tevens de vraag waarom niet in een dergelijke uitbreiding voorzien wordt voor de instellingen van de andere gewesten die eveneens voor de dienst van de gewestelijke belastingen zorgen, aangezien VLABEL een instelling van gewestelijk recht is die met louter gewestelijke opdrachten belast is.

Ook in dat verband moeten toelichtingen verstrekt worden opdat beoordeeld kan worden of de keuzes die in het ontwerp gemaakt worden ter zake dienen en in juridisch opzicht aanvaard kunnen worden.

8. Om al die redenen is het voor de afdeling Wetgeving niet mogelijk om over dit ontwerp van koninklijk besluit advies uit te brengen en is de adviesaanvraag niet-ontvankelijk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT